

Document politique de congrès

5

UNIR POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE EN EUROPE**L'Europe dans une crise existentielle, un rôle crucial des forces d'alternative et du PGE**

10

L'Europe traverse la plus grave crise de son histoire depuis les années 30 et la Seconde guerre mondiale. Le projet européen devait être un projet de paix et de progrès social. Il se transforme en cauchemar où le seul horizon proposé aux peuples européens est une régression sociale brutale et généralisée. L'Europe entière est plongée dans cette tourmente par la crise du système capitaliste financiarisé dont les conséquences sociales et écologiques frappent l'humanité et la planète avec une violence inouïe ; et par celle d'une conception de l'Union européenne façonnée sur ce modèle ultralibéral et placée sous la tutelle des marchés financiers.

15

La situation est devenue insoutenable pour les peuples européens. L'austérité et l'autoritarisme sont appliqués partout avec le même aveuglement. Pendant que les banques sont renflouées, les dépenses publiques sont sacrifiées. Pendant que les impôts des entreprises sont systématiquement baissés, les taxes injustes pleuvent sur les populations. Les salaires sont baissés mais les profits des entreprises grimpent et les inégalités avec. A cause de la spéculation immobilière, des familles entières n'ont plus de toit. L'utilisation non soutenable des ressources continue d'être poussée, notamment par des modèles d'agriculture, de pêche et d'élevage productivistes, alors que les petits paysans et pêcheurs n'ont pas de quoi vivre et que le changement climatique menace l'humanité. Alors que les mentalités progressent vers l'égalité, l'exploitation, les violences et le trafic des femmes connaissent un regain. Alors que les aspirations à plus de démocratie grandissent, les atteintes aux libertés et la répression se développent. Et tandis que la paix paraît plus nécessaire que jamais, les dirigeants européens choisissent la voie de l'atlantisme et des interventions militaires.

20

25

30

La voie dans laquelle s'enfonce l'Europe est une impasse dramatique. Elle entraîne tout le continent dans la récession et provoque une crise existentielle de l'Union européenne. Au-delà des frontières de l'UE, tous les pays européens connaissent des turbulences politiques et sociales qui reconfigurent le continent pour des décennies. Les chefs d'État européens et toutes les forces qui ont soutenu leurs projets dans les Parlements nationaux comme au Parlement européen, le plus souvent dans le consensus des forces de droite conservatrices, des libéraux, des sociaux-démocrates et des verts, portent une lourde responsabilité.

35

Aujourd'hui, il faut faire des choix cruciaux pour l'avenir de l'Europe. Il n'y aura pas de statu quo ni de retour en arrière. Ou bien les choix actuels sont maintenus, et l'UE se réduira de plus en plus à un directoire autoritaire et producteur de régressions sociales menaçant toute idée de solidarité et de justice européenne. Ou bien une rupture est opérée, et un autre projet européen fondé sur l'intérêt des peuples et le respect de leur souveraineté, pourra redonner un sens à la construction européenne.

40

45

Pour nous, il n'est pas question d'attendre un effondrement de l'Union européenne dont pourraient surgir des monstres, ni de promouvoir des solutions nationalistes jetant les peuples les uns contre les

50 autres. La gauche européenne que nous représentons est internationaliste et solidaire. Elle vise une
alternative socialiste du 21^e siècle, une civilisation libérée de l'exploitation, de l'oppression et de la
violence capitalistes, garantissant une répartition des richesses en faveur du travail, un modèle de
développement avancé tant au plan social qu'environnemental, l'égalité et les droits démocratiques
de tous les citoyens européens. C'est dans cette optique que nous nous battons pour une refondation
de l'UE, c'est à dire d'une nouvelle définition de ses objectifs, de ses politiques et de ses structures,
55 un modèle économique, productif, social et écologique complètement différent, fondé sur la
solidarité, la justice sociale et la souveraineté populaire.

Dans ce contexte, la responsabilité du Parti de la gauche européenne est historique car la crise en
Europe travaille les sociétés en profondeur et libère des forces opposées.

60 D'un côté, la régression sociale et les dénis permanents de démocratie font grandir les divisions
entre les peuples et dans les sociétés elle-mêmes. Elles nourrissent une poussée, dans de nombreux
pays européens, des formes d'égoïsmes nationaux, régionaux, des approches populistes,
communautaristes, anti-féministes ou fascistes et xénophobes.

65 Mais d'un autre côté, les luttes s'intensifient et des forces de gauche progressent. De nombreuses
forces critiques sont aujourd'hui disponibles pour un front européen permettant une alternative de
gauche pour sortir de la crise par le haut, et construire une coopération régionale européenne
bénéfique aux peuples d'Europe et du monde. Nous voulons nous unir avec elles pour changer
vraiment en Europe.

70 C'est le sens que nous donnons à l'existence du Parti de la gauche européenne. Le PGE unit des
forces anticapitalistes, communistes, socialistes, écologistes, féministes, et démocrates, et œuvre
pour le développement de propositions, d'actions et d'espaces de confluences . C'est notre marque
de fabrique au sein d'un paysage politique européen dominé par les forces qui promeuvent le
75 néolibéralisme et agissent au service des intérêts du grand capital. Notre but est de rompre ce
consensus en faisant exister une force politique alternative dans les luttes comme dans les
institutions.

80 Le 4^e congrès du PGE doit constituer une nouvelle étape pour répondre mieux à ces objectifs, non
seulement dans le cadre des élections européennes de 2014, mais aussi dans une perspective plus
large de travail des confluences des différentes luttes populaires au niveau européen. Nous voulons
ouvrir des chemins pour les travailleurs et les citoyens afin qu'ils puissent reprendre le pouvoir sur
les décisions politiques, nous voulons construire une réelle démocratie, politique et économique,
pour remplacer les pouvoirs des financiers.

85

I/ Une aggravation spectaculaire de la crise en Europe : l'échec d'une construction ultralibérale et des réponses « austéritaires »

90 Nous sommes face à une crise du système capitaliste qui touche sans exception toutes les régions du
monde. Mais la crise dans l'UE a un caractère spécifique, lié à sa construction et aux dogmes
néolibéraux appliqués à outrance depuis 2008.

95 L'UE a été construite sur un modèle économique et monétaire au service de la finance et des pays
les plus puissants.

Les traités européens n'ont pas pour objectif de servir les peuples mais de servir les marchés. Ses
fondements rendent impossibles la cohésion sociale et territoriale, empêchent l'accomplissement des

aspirations immédiates des travailleurs et le développement de l'emploi, de la formation comme de l'émancipation humaine en général.

100 L'idéologie néolibérale, dominante à cette étape du développement capitaliste, a présidé à la construction de l'UE. La promotion de la déréglementation du marché et du système financier, la privatisation des secteurs stratégiques de l'économie, la mise en concurrence des travailleurs pour tirer les salaires et les conquêtes sociales vers le bas, ainsi que les missions attribuées à la Banque centrale européenne, au service des marchés financiers et à l'abri de toute intervention publique, ont conduit à la crise.

105 L'euro est en crise pour cette raison fondamentale. Depuis sa création, la monnaie unique a été mise en service de la domination des intérêts financiers. Au lieu de mettre les énormes sommes disponibles sous l'égide de la BCE au service du développement social et écologique et d'une convergence de progrès pour les peuples, l'euro a protégé la rentabilité des placements financiers des plus puissants. Les pays entrants se sont vus imposer de véritables programmes d'ajustement structurel. Et quand la crise de 2008 a éclaté, la BCE a renfloué les banques et étranglé les Etats les plus faibles. Loin de créer de la solidarité, cette gestion de l'euro a renforcé les inégalités au profit de la domination allemande sur la zone euro. L'une des marques de la situation est en effet un accroissement record des inégalités au sein de l'Europe. La construction européenne est marquée par un déséquilibre structurel au profit des exportations allemandes. Le PGE estime qu'une transformation profonde de la zone euro au service d'une vision solidaire de l'Europe est incontournable.

120 Depuis 2008, cette crise a été non seulement gérée en fonction des intérêts immédiats des capitalistes, mais elle a été l'occasion d'accélérer avec une violence extrême les réformes néolibérales. La catastrophe actuelle n'est pas un « effet indésirable » de la crise, elle résulte d'un processus prédateur visant la socialisation des pertes et la privatisation de tout ce qui peut engendrer des profits.

125 Contrairement aux arguments dominants, l'origine de la crise ne se trouve pas dans une mauvaise gestion des États du sud de l'Europe. Avec la financiarisation de l'économie mondiale et l'interdépendance qu'elle implique, la crise des subprimes aux USA a créé une onde de choc dans le système bancaire mondial ayant des effets sur toutes les économies de la planète. Le marché interbancaire est entré en crise et les banques ont enregistré des pertes records. Il s'agit donc d'une crise systémique. Au service de la finance ; les dirigeants des pays européens ont opéré des recapitalisations massives, transformant ainsi les dettes privées des banques en dettes publiques. Là est l'incroyable tour de force des néolibéraux : ils ont socialisé les pertes et font payer aux peuples la crise de la finance.

130 La dette est très vite devenue l'épée de Damoclès au dessus des Etats européens. Invoquant les critères insoutenables de Maastricht et moyennant des plans dits de "sauvetage" ("bail-outs"), qui étaient en réalité des plans de sauvetage des banques créditrices, un chantage invraisemblable a commencé sur la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie et Chypre. C'est le refus de tout partage ou restructuration des dettes (avec l'exception très partielle de la Grèce) qui a primé. La contrepartie de ces "aides" a été l'imposition de mémoranda d'austérité et de réformes structurelles visant la privatisations et la destruction des services publics, des systèmes de protection sociale et des droits des travailleurs. Autrement dit, la crise a été une opportunité pour les néolibéraux, d'appliquer leurs réformes jusqu'au bout, avec une violence et une rapidité effroyables.

145 Résultat : La récession est partout en Europe et les structures économiques des pays complètement ravagées. Elle est particulièrement visible en Grèce, au Portugal, en Irlande, en Espagne, en Italie, à Chypre ainsi que dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, où la crise économique devient humanitaire. La grande pauvreté, la faim, la malnutrition infantile et des épidémies que nous croyions éradiquées resurgissent. Elle frappe aussi les pays européens non membres de l'UE.

150 Dans beaucoup de pays de l'Est, la situation des travailleurs et des plus fragiles s'est aggravée dramatiquement et la corruption ronge toutes les sphères de la vie sociale. Les pays les plus pauvres sont à l'Est de l'Europe : Moldavie, Ukraine, Bulgarie, Roumanie. Le chômage des jeunes dépasse les 50% dans certains pays et progresse rapidement partout en Europe. L'émigration des jeunes diplômés et qualifiés se développe. Le chômage ou l'exil, est-ce le choix que nous voulons pour la jeunesse ?

155 Les femmes sont spécifiquement touchées par la crise et la crise de l'UE en particulier par les coupes budgétaires; puisque beaucoup d'entre elles travaillent dans le secteur public et parce qu'elles sont les premières concernées par le travail familial; elles ont besoin de bon services publics et sociaux. Les changements dramatiques imposés par les politiques d'austérité visant la sape et la destruction de l'Etat social conduisent à l'augmentation du nombre de femmes reléguées aux bas salaires, aux emplois mal ou non payés, à la pauvreté, et à l'approfondissement des inégalités hommes-femmes. Par exemple, les femmes avec enfants ou d'autres responsabilités familiales sont forcées de retourner au rôle traditionnel de femmes au foyer, avec des droits réduits ou perdus, ce qui renforce leur soumission au patriarcat. Dans beaucoup de pays, les violences faites aux femmes augmentent dans des dimensions dramatiques.

165 Des dérives autoritaires très graves menacent la démocratie.

Les principaux responsables de la conversion des dettes privées en dettes publiques, face au rejet de leurs choix politiques par les peuples, cherchent à tout prix à empêcher tout débat véritable sur les alternatives et à réduire au silence les contestations.

170 C'est la raison pour laquelle la Commission européenne a refusé d'enregistrer la proposition ("Créer une banque publique européenne exclusivement dédiée au financement d'investissements orientés vers le développement social et la transition écologique" en court-circuitant les marchés financiers grâce à des prêts à taux très bas de la BCE) avancée par le PGE dans le cadre de "l'Initiative citoyenne européenne", qui aurait été un premier pas dans un processus d'intervention des pouvoirs publics dans le secteur financier. Ce refus est un signal clair d'hostilité aux idées de progrès social et de solidarité.

175 Les souverainetés populaires ont été bafouées par la centralisation des pouvoirs dans des instances technocratiques dont la « troïka » (FMI, BCE et Commission européenne) a été l'exécutrice. Face aux sanctions électorales, aux grèves et mouvements de masse, les gouvernements se maintiennent artificiellement via de grandes coalitions d'union nationale ou techniques pour continuer à appliquer les memoranda. Ils nient tous les messages politiques exprimés par leurs peuples et provoquent des crises politiques en permanence.

180 Dans tous les pays où la contestation est massive, les mouvements sociaux sont réprimés, les libertés syndicales réduites, le pluralisme des médias remis en cause et des opérations de propagande visent à discréditer les forces de la gauche. La relance de l'anticommunisme, particulièrement visible à l'Est, fondée sur l'amalgame scandaleux entre communisme, fascisme et nazisme, qui vise à discréditer toute vision alternative, concourt à cette stratégie dangereuse pour la démocratie.

185 Les institutions européennes sont antidémocratiques et éloignées des exigences des peuples. L'intervention citoyenne authentique est tout simplement insupportable aux dirigeants de l'UE car incompatibles avec leur vision de classe du projet européen. Les pouvoirs sont confisqués aux citoyens et leurs représentants élus, au profit d'instances technocratiques comme la commission européenne, opaques et « protégées » de tout contrôle citoyen. Il leur faut des gouvernements et des parlements dociles et c'est pour cela que les parlements nationaux sont exclus des processus de décision politique, même pour les budgets et en dépit du fait qu'il s'agit de la compétence majeure d'un parlement national. C'est aussi pour cela que les autorités locales sont asphyxiées financièrement. Tous les votes des citoyens qui ont clairement rejeté la construction européenne néolibérale ont été bafoués. C'est la principale raison de l'abstention qui grandit d'élection en

élection et de la profonde défiance qui se manifeste fortement depuis des dizaines d'années.

200 L'Europe se construit contre tous les peuples du monde. Alors qu'elle pourrait être un puissant outil pour le co-développement, l'UE est à l'initiative d'accords de libre échange qui visent à dominer les autres régions du monde. Face aux migrations économiques dont elle est pour partie responsable, le choix actuel est celui de l'Europe forteresse et de Frontex, des accords de Schengen qui rejettent les populations migrantes, quitte à les laisser mourir dans des embarcations de misère ou à les laisser dans de véritables zones de rétention et de non droit. L'UE, alignée sur l'OTAN, n'agit pas pour la paix sur la scène internationale.

210 L'austérité conduit à tous les abus, et dans tous les cas, elle mène à la régression sociale, à la récession et menace la démocratie. Elle n'est pas un élément de la solution. Elle est au cœur du problème. Cela exige des ruptures qui ne sont possibles qu'à condition de changer le rapport des forces en Europe.

III/ Crise mondiale : crise globale, systémique, crise de civilisation

215 La crise européenne s'inscrit dans la crise mondiale. La contradiction entre le capital et le travail, entre le capital et l'écologie, entre le capital et la démocratie, le capital et le développement pacifiste, le capital et l'égalité des genres devient de plus en plus visible. Le capitalisme ne peut pas être humanisé.

220 L'humanité toute entière est aujourd'hui confrontée à de nouveaux défis, qui appellent des réponses globales pour dépasser le capitalisme et permettre l'émergence d'un nouveau modèle de développement :

- faire face à la crise systémique de la finance mondialisée
- proposer un modèle économique alternatif au productivisme et à la « compétitivité »
- 225 – répondre aux défis du développement : lutter contre la faim et la pauvreté, répondre à la crise énergétique et alimentaire, garantir l'accès à l'eau
- répondre à la crise environnementale, au changement climatique, à la mise en danger de la biodiversité et des écosystèmes par des usages insoutenables: adopter une approche écologique et soutenable de la croissance.
- 230 – lutter contre l'impérialisme, le néocolonialisme et les pouvoirs des multinationales, renforcer la solidarité anti-impérialiste pour défendre la paix, les droits humains et les libertés, et promouvoir une approche de gauche des questions de migrations
- faire vivre les valeurs de solidarité contre l'individualisme, la xénophobie et le racisme
- partager les pouvoirs, construire une démocratie réelle qui remplace les pouvoirs du grand capital, donner de l'oxygène à l'espace public en luttant contre l'autoritarisme, l'anticommunisme et l'antisocialisme.
- 235

240 L'Europe a une responsabilité qui dépasse ses frontières. L'existence de coopérations régionales progressistes peuvent être des outils de la lutte globale. Ainsi, la bataille actuelle pour la refondation de l'UE est à mettre en relation avec la dimension internationaliste de notre combat. Le PGE entend mettre en œuvre les batailles politiques et les coopérations nécessaires à l'émergence d'un nouveau mode de développement.

245 Dans les dernières années, le monde a beaucoup changé. La globalisation, la révolution informationnelle et l'émergence de nouvelles puissances comme les BRICs ont créé de nouvelles conditions pour les luttes internationales. La révolution informationnelle offre de nouvelles possibilités de partage, qui sont à la fois des outils pour les luttes et pour penser l'économie de demain.

250 Nous sommes entrés dans un nouveau cycle international de protestation qui a son élément moteur dans l'indignation et la lutte contre les effets de la crise. En Europe, le PGE doit s'appuyer sur ces luttes pour la démocratie, la justice sociale, les libertés collectives et individuelles, l'émancipation des femmes, pour faire front avec toutes les parties prenantes.

Ces mobilisations populaires et la conscience grandissante de la nécessité d'un développement respectueux de l'humain et de la planète qui se heurtent aux logiques capitalistes du "vieux monde", et à leurs outils de prédation, de guerres, de domination.

255 Les Etats Unis et leurs alliés de l'OTAN ont trouvé dans les guerres "préventives", les interventions militaires "humanitaires", dans le développement de leurs industries militaires et de leurs systèmes de renseignements, un moyen de préserver leur domination et leurs intérêts, en particulier au Moyen Orient.

260 Contre les pays émergents, les dirigeants actuels de Union européenne entament les négociations avec les Etats Unis et le Canada pour la création d'un grand marché transatlantique. Touchant tous les secteurs économiques, y compris les plus stratégiques, cet accord pourrait bouleverser pour le pire les économies des pays européens et tirer vers le bas les droits des travailleurs et les normes sociales, environnementales, alimentaires des deux continents. Ce projet, qui se négocie dans l'opacité la plus totale, doit être combattu. Le PGE s'engage à informer et alerter les citoyens européens et mener une bataille politique d'ampleur pour le mettre en échec.

Pour le PGE, la paix et la sécurité pour les peuples doivent être l'objectif premier, avec la recherche d'un nouvel ordre économique mondial, contre le modèle néolibéral et néo-impérialiste. Nous voulons la renonciation à la guerre comme outil des relations internationales. L'attribution du Prix Nobel de la Paix à l'UE était complètement inadéquate. Sous la tutelle de l'OTAN, l'UE a été présente dans les derniers conflits internationaux majeurs et a soutenu les choix de ses alliés impérialistes, notamment la politique coloniale et guerrière d'Israël en Palestine. Pourtant, nous considérons qu'une coopération régionale pourrait, à condition d'en changer les orientations, être un outil de paix, à la fois dans son territoire – notamment en faisant pression sur la Turquie qui occupe illégalement le Nord de Chypre depuis 1974 – comme dans le monde, en jouant son rôle à l'ONU et en faisant respecter le droit international. L'UE pourrait être un allié de poids des peuples qui luttent pour leur autodétermination, notamment le droit du peuple Saharaoui à organiser un référendum pour son autodétermination et la décolonisation du Sahara occidental. L'UE et la communauté internationale doivent exiger et agir pour que des référenda aient lieu au plus vite, afin d'en finir avec la situation d'agression permanente aux droits humains de ces peuples.

Le dialogue des forces progressistes du monde entier autour d'une vision alternative et de luttes communes est indispensable. Dans cette optique, le PGE souhaite entretenir des coopérations privilégiées.

285 1. Avec l'Amérique Latine : Bien que le passé colonial et impérialiste de l'Europe lui confère une relation spéciale avec l'Amérique Latine, il y a des problématiques similaires des deux côté de l'Atlantique. En Amérique latine, plusieurs pays ont du agir face aux politiques d'ajustement structurel du FMI et ont su éviter des tragédies grâce à des modèles politiques alternatifs aux ambitions socialistes recherchant une participation politique avancée. Cuba, elle-même engagée dans un processus de transformation, est un repère pour toute la région comme pour l'ensemble des forces de gauche du monde. Nous demandons la fin du blocus inhumain sur Cuba, qui dure depuis 50 ans et la libération des « 4 ». Nous rejetons la position commune de l'UE sur Cuba. Le processus d'intégration régionale, avec l'ALBA par exemple - basé sur la coopération et les relations horizontales - qui défend les idées de solidarité et de progrès, est bien différent de celui que nous avons en Europe. Nous avons à apprendre des expériences des autres. Nous avons aussi beaucoup à apporter dans les espaces que nous avons créés en commun pour inventer les coopérations

internationales progressistes du 21^e siècle et relever ensemble les défis posés à l'humanité toute entière. Le PGE souhaite poursuivre et approfondir ses échanges avec le Forum de Sao Paulo.

300 2. Dans la Méditerranée : Les « révolutions » dans le monde arabe ont été l'aiguillon qui a commencé la vague d'indignation mondiale de l'année 2011. Elles ont démontré la puissance de l'intervention populaire et donné de l'espoir bien au delà de leur pays. Pour certains, ce qui s'est passé dans le monde arabe déstabilise l'économie pétrolière, affaiblit les mécanismes de la domination impérialiste de la région et pourrait ouvrir de nouvelles possibilités pour la lutte du peuple palestinien. Ces processus révolutionnaires ne sont pas finis. Ils sont toujours longs, non linéaires et traversés par des contradictions politiques. Le travail de dialogue entre les forces progressistes de la région – les traditionnelles et les nouvelles - entamé par le PGE en octobre 2012 à Palerme, et poursuivi à Tunis à l'occasion du FSM, est important pour renforcer ceux qui luttent contre les plans de l'Europe du capital et de l'OTAN dans cet espace clé pour les intérêts impérialistes dans le monde. La manière dont les pays occidentaux ont agi au Proche Orient, dans le cas de la Libye, vis à vis de la Syrie et en interférant dans le processus égyptien rendent cruciales une meilleure compréhension et coopération entre les forces politiques de gauche des deux côtés de la Méditerranée. La manière dont le régime d'Erdogan a réprimé le mouvement populaire dont la place Taksim était le symbole, le maintien l'occupation illégale de Chypre et son rôle en général dans la région sont inacceptables. Le PGE veut une solution pacifiste aux conflits, respectant les résolutions de l'ONU, la démocratie et le respect des droits des travailleurs en Turquie ainsi que la reconnaissance des droits du peuple Kurde. Il continuera d'agir pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien à un État et renforcera ses actions à l'heure où la colonisation israélienne s'intensifie dangereusement au mépris du droit international.

320 3. Avec le continent africain : De part le passé colonial et les nouvelles formes de colonialisme exercés par des pays européens et de l'UE via les accords internationaux, le PGE souhaite approfondir son travail avec les forces de la gauche africaine.

325 4. Avec les BRICs. Le PGE considère que le rôle grandissant de ce que l'on appelle les « BRICs » dans l'économie mondiale et sur la scène politique internationale est crucial. Le PGE veut favoriser le débat avec les forces de gauche de ces pays, celles d'Amérique Latine (Foro Sao Paulo) et d'Afrique (Forum de la nouvelle gauche Africaine) afin de clarifier les perspectives d'une alternative mondiale à l'hégémonie du capitalisme néolibéral.

330

III/ Changer le rapport des forces en Europe

Si le climat de confiscation des pouvoirs et de destruction des modèles sociaux favorise le développement de l'abstention, la désaffection et la défiance des citoyens envers la politique et leurs représentants. Et si le paysage politique en Europe reste dominé par les forces du consensus néolibéral, il évolue cependant très vite.

335 Les forces du consensus néolibéral sont au pouvoir mais leur soutien inconditionnel au consensus de Washington, aux traités de Maastricht et de Lisbonne; et leur application à mettre en oeuvre l'austérité dans l'autoritarisme, font qu'ils sont de plus en plus contestés. Ils défendent objectivement 340 les mêmes dogmes et cela se voit. Les affaires de corruption ou les scandales financiers participent de leur délégitimation.

Dans cette Europe en crise, les aspirations au changement grandissent, mais les replis aussi. Les forces d'extrême droite populiste et xénophobe, parfois même ouvertement fascistes ou néonazies se développent aussi.

345 La question posée est de savoir comment ouvrir un chemin majoritaire aux exigences émancipatrices, comment leur ouvrir des débouchés politiques.

Dans ce contexte, le Parti de la gauche européenne, ses partis membres et les organisations avec

lesquelles ils tisse des liens dans les luttes, ont un rôle crucial à jouer. Des citoyens, des électeurs peuvent changer d'opinion, mais seulement si une gauche alternative – connectée avec d'importantes mobilisations sociales – existe et grandit, brisant ainsi le consensus néolibéral et empêchant la montée du fascisme. En tant que forces progressistes et antifascistes, notre objectif est d'aider les peuples européens à être victorieux dans la confrontation de classe la plus intensive que nous traversons depuis la crise financière de 1929 et la 2^{de} guerre mondiale. Nous nous considérons comme un outil au service des peuples engagés dans les luttes contre l'injustice et l'exploitation. Nous poursuivons notre ambition de constituer un front européen, politique et social, contre l'austérité et pour l'alternative.

Les luttes contre l'austérité et pour la démocratie progressent mais restent très dissemblablement développées. Bien que les pressions sur la classe ouvrière soient généralisées en Europe, la puissance et la portée des luttes nationales reste très inégale selon les pays, leur histoire, leur culture politique, syndicale, et l'état des rapports de forces. Cette grande diversité oblige à d'importants efforts de dialogue et de compréhension des différentes situations.

Si des luttes existent dans tous les pays, c'est au sud de l'Europe que les résistances sont les plus massives, avec des convergences nouvelles entre les travailleurs précaires et non précaires, les jeunes et les personnes âgées, les secteurs publics et privés, autour de plate-formes politiques alternatives. En Grèce, en Espagne, au Portugal un climat de luttes et de convergences a rythmé les 4 dernières années: des grèves massives et soutenues par les populations, des mouvements sociaux sectoriels qui s'unissent, les indignés et des mouvements de jeunes précaires. Dans beaucoup d'autres pays, en France, en Belgique, en Italie, au Royaume uni, par exemple, le potentiel de résistance est élevé. Dans les pays nordiques, la gauche se bat contre les attaques contre les conquêtes de l'Etat social. A l'Est et dans les Balkans, on constate, contre toute attente, de forts mouvements populaires pour le pouvoir d'achat et le droit à l'énergie, pour la démocratie contre les oligarchies et la corruption.

Des étapes ont été franchies vers une coordination européenne des luttes

Considérant le niveau européen comme un niveau essentiel de la lutte des classes, l'articulation des luttes aux niveaux local, national et européen est cruciale. Certains changements se sont produits pendant la crise au sein des mouvements sociaux. Des initiatives de coordination et des recherches de positions et actions communes des forces critiques se multiplient au sein et entre les pays de l'UE et de l'Europe.

En dépit des grandes contradictions qui la traversent, la Confédération Européenne des Syndicats est entrée pour la première fois en contestation avec les orientations de l'UE : rejet unanime du traité budgétaire et des politiques d'austérité, soutien et appels à la mobilisation.

Une étape a été franchie le 14 novembre 2012 : des grèves générales coordonnées au sud, des journées de mobilisations interprofessionnelles et des actions de solidarité dans 23 pays et dans des milliers de villes européennes.

Vers des confluences nouvelles entre forces sociales et politiques au niveau européen?

C'est une question cruciale: la gauche dans toutes ses composantes, sera-t-elle capable de dépasser ses oppositions historiques et ses propres limites pour résister à l'offensive du capital et formuler un projet commun pour l'avenir de l'Europe? Serons-nous capables de construire un nouveau type d'alliance qui permette le travail et les actions communes tout en respectant les cultures, les espaces et les rôles de chacun? Le processus d'altersummit, qui réunit mouvements sociaux et syndicats et qui a fait le choix d'ouvrir le débat avec des forces politiques est un pas remarquable. Le PGE, qui recherche la constitution d'un front européen s'engage à poursuivre la démarche, à aider – dans son rôle – le développement de ce type de processus.

400

La poussée de la gauche d'alternative, un espoir pour la lutte des classes en Europe

La progression des forces politiques alternatives est, elle aussi, inégale selon les pays. Elle est souvent liée au rejet populaire des mesures d'austérité. Les forces identifiées aux politiques de la troïka ont connu des défaites électorales. Le discours de « compromis » social démocrate s'épuise tant la confrontation de classe devient palpable.

405

Il y a une gauche alternative qui croît. Sa première caractéristique est son opposition claire aux memoranda. Les partis membres du PGE cherchent par tous les moyens dont ils disposent, dans leur pays et au niveau européen, à mettre en échec les politiques d'austérité, y compris en envisageant, quand la question du pouvoir devient une réalité concrète, la non application des politiques d'austérité et la désobéissance aux traités européens.

410

Par ses pratiques et théories, cette gauche alternative permet la convergence et le rassemblement de forces politiques diverses. Là où ces processus de recomposition politique arrivent à maturation, là où ces forces sont actives dans les luttes et les solidarités; et là où elles proposent une alternative à l'austérité et défendent les souverainetés populaires, les forces de gauche grandissent. Dans le cas de la Grèce, la progression est fulgurante.

415

IV/ Le PGE en action pour refonder l'Europe

420

Pour sortir de la crise, des propositions alternatives

1 - Priorité à l'emploi, au développement social, écologique et solidaire :

- Produire en Europe, et produire autrement. Lancer une dynamique de réappropriation publique des secteurs stratégiques, de nouvelles coopérations et innovations industrielles, pour garantir l'emploi, un haut niveau de droits pour les salariés, l'égalité femme/homme face au travail, et appliquer la transition écologique pour respecter les limites écologiques aux usages des ressources naturelles et la justice sociale.
- Défendre et développer les services publics. Nous nous opposons aux privatisations des systèmes de santé, d'éducation et de tous les services publics qui augmentent les inégalités. L'éducation ne doit pas être orientée vers la compétition et l'individualisme mais vers la culture. L'école doit permettre l'émancipation et la formation de citoyens debout et non soumis. Nous voulons développer et reconstruire les systèmes de santé publics, en assurer l'accès de toutes et tous. Le logement, l'accès à l'eau et à l'énergie doivent être considérés comme des droits humains fondamentaux.
- Garantir un minimum décent des salaires et des pensions de retraite. Réduire le temps de travail sans réduire les salaires ou allonger l'âge de départ en retraite. Harmoniser les salaires et le niveau de protection sociale par le haut. Une augmentation des salaires et le niveau de protection sociale doivent pouvoir être décidés par un pays seul.
- Agir pour la transition écologique : promouvoir des actions contre le changement climatique, développer les énergies renouvelables et lutter contre les gaspillages d'énergie. Chaque pas vers le progrès social doit se faire dans le respect de la nature.

425

430

435

440

2- Émancipation des marchés financiers : mettre l'économie au service de l'humain

- Avec la crise de la zone euro, il y a des débats à propos de la monnaie unique, avec des propositions faites pour certains pays de quitter ou démanteler l'Euro. Ces débats sont parfaitement légitimes tant la situation est insoutenable pour les populations. Cependant le PGE ne promeut pas la sortie de l'Euro qui en elle-seule ne conduira pas automatiquement à plus de

445

- politiques progressistes. Elle risquerait même d'accroître la concurrence entre les peuples et de faire exploser les dettes des États via la pratique de la dévaluation compétitive. Il faut transformer les outils existants en outils de coopération au service des peuples. Une transformation de la zone Euro doit mettre l'énorme potentiel de création monétaire de l'Europe au service de la réduction des inégalités, du financement public et d'un nouveau mode de développement social et écologique. Cela suppose de changer le rôle de la création monétaire dans toute l'Europe, notamment le rôle, les statuts et les missions de la Banque centrale européenne, et plus globalement de changer les critères d'utilisation de l'argent des banques et des grands groupes dans toute l'Europe.
- Dans l'immédiat, nous proposons d'organiser une convention européenne sur les dettes publiques, qui proposerait leur restructuration, l'abolition de leur part illégitime et une révision des conditions de remboursement, comme un préalable pour retrouver de la croissance
 - Remettre en cause l'indépendance et des missions de la Banque centrale européenne ainsi que de l'actuelle architecture de l'Euro et sa gouvernance. Placer la BCE sous contrôle démocratique et en lui attribuant le pouvoir d'être prêteur de dernier ressort.
 - Créer d'une banque publique européenne et de pôles publics bancaires nationaux pour changer les critères de financement de l'économie réelle. L'argent ne doit pas servir la spéculation mais à créer des emplois, des services publics des produits utiles et la transition écologique.
 - Changer la fiscalité en généralisant les impôts sur le capital dans les différents pays. Les riches doivent payer la crise !

3 - Respect des souverainetés populaires et développement de la démocratie

- La tâche de refondation de l'Europe nécessite un processus capable de porter le modèle alternatif proposé face à la situation actuelle, où les mécanismes d'adoption des décisions européennes doivent être changés via des procédures démocratiques, des mobilisations et pressions sociales qui n'entrent pas en conflit avec les décisions nationales mais permettent l'adoption de décisions au niveau européen par un Parlement européen aux pouvoirs pleins et entiers.
- Rééquilibrer les pouvoirs dans les institutions : le pouvoir aux assemblées élues nationales et européenne. Un transfert des pouvoirs de la commission doit être opéré vers les parlements nationaux et européen.
- Développer l'intervention populaire et la démocratie participative dans les institutions et les entreprises
- Une question particulière est celle des velléités nouvelles de séparatismes régionaux. Depuis la reconnaissance des droits historiques des peuples, nous savons à quel point ces questions sont complexes et selon les territoires concernés, de nature très hétérogène. D'où la nécessité d'une analyse au cas par cas et de la garantie d'un débat éclairé et de consultations démocratiques et pacifiques des peuples concernés.

4- La paix et la coopération entre les peuples

- Dissolution de l'OTAN, promotion du désarmement et des activités anti-guerre, élimination des bases militaires étrangères sur le territoire de l'UE
- Nouveaux rapports économiques et commerciaux avec le reste du monde: la sécurité se construit par le développement.
- Défense des valeurs de Solidarité, justice et égalité
- Abolition des accords de Shengen et de Frontex
- Refuser le grand marché transatlantique

495 Les élections européennes : unir un front contre l'austérité

Le PGE accorde beaucoup d'importance aux élections européennes de 2014. Il y voit, face à l'abstention et à la défiance des citoyens, une possibilité de politisation autour des enjeux européens.

500 La composition actuelle du Parlement européen est dominée par les forces du consensus libéral. Il y a un besoin urgent de changement politique. Nous devons tout faire pour mettre en échec les responsables de la crise et de son aggravation. Il est donc nécessaire de renforcer la gauche au Parlement européen pour d'élargir le soutien au projet alternatif et aux forces qui le portent, ainsi que d'en faire la promotion tant dans le parlement qu'à l'extérieur.

505 La GUE-NGL est le seul groupe parlementaire capable de porter une alternative de gauche au Parlement européen, à la fois sur le fond, en proposant d'autres choix politiques, comme dans ses pratiques, en étant présent dans les luttes et en relayant les exigences qui en sont issues.

510 Lors de cette campagne, notre ambition est de permettre la coalition de l'ensemble des forces qui ne veulent plus de l'austérité et qui cherchent des solutions de progrès à la crise. Ces forces sont nombreuses mais, nous le savons, elles sont dispersées et elles ne convergent pas simplement au plan politique. Le PGE appelle à favoriser partout la création de listes de rassemblement les plus larges possibles contre l'austérité et pour une alternative de gauche.

515 Le PGE a élaboré une plate-forme programmatique (Annexe 2) et cherche le dialogue constructif sur ces propositions avec toutes les forces qui le souhaitent. Nous devons rendre visible, dans tous les pays européens et à l'échelle de l'UE, ses objectifs de refondation et ses propositions concrètes.

L'avenir du PGE : un rôle nouveau à renforcer

520 Depuis le congrès de Paris, le PGE a beaucoup progressé. (Voir en annexe 2, l'évaluation politique du PGE)

1- Pour une nouvelle hégémonie culturelle :

525 Il reste beaucoup de travail pour rendre crédible un tournant politique de l'Europe. C'est un objectif prioritaire du PGE. Il s'agit pour nous de construire une issue de gauche face à la crise, en faisant converger progressivement toutes les forces disponibles pour cela. Notre ambition doit être, plus que jamais, de faire du PGE une force crédible à l'échelle de toute l'Europe. Notre stratégie repose sur trois piliers.

530 a) Être un outil pour la convergence des actions de la gauche européenne. Un des atouts de notre parti européen, est la solidarité politique entre ses membres et observateurs. Quand ses partis grandissent, le PGE aussi. Quand ils échouent, il doit être solidaire. Pour les années à venir, nous voulons renforcer, rendre concrètes et systématiques ces solidarités. Nous voulons renforcer le travail commun. D'un point de vue pratique, cela veut dire : en renforcer le calendrier des actions communes, mener des campagnes européennes et favoriser l'information et la communication alternatives. Nous voulons continuer à travailler avec les parlementaires européens, nationaux et régionaux dans le cadre du Parlacon, mais aussi avec des forces qui n'entreront pas nécessairement dans le PGE, où qui existent dans des pays européens non membres de l'Union européenne. Nous poursuivrons également notre travail d'élargissement du parti en nous fixant comme objectifs : le renforcement des liens avec les partis de la GUE-NGL non membres du PGE et avec les forces politiques significatives des différents pays, et l'existence du PGE dans tous les pays européens. Nous voulons mener un important travail de « veille » sur les forces émergentes parce qu'il y a toute une série de pays où les forces de gauche sont en train de naître, ou en évolution, ou en recomposition.

545 b) Unir un front européen, une expression de la confluence des forces sociales, syndicales, féministes, culturelles, environnementales et politiques contre les mesures de sortie de crise antisociales et pour la configuration d'alternatives au service des peuples. Avec le sommet alternatif

550 organisé à Bruxelles, sa participation aux luttes et aux rendez-vous européens des mouvements sociaux (par exemple à Florence en novembre 2012), et son implication dans le processus d'Altersummit, le PGE a gagné en visibilité auprès des mouvements sociaux et du mouvement syndical. Nous voulons approfondir la relation de confiance et de travail en commun – encore fragile – qui s'est nouée.

555 c) Mener des actions avec les citoyens, depuis le quartier jusqu'au niveau européen. Si l'initiative citoyenne européenne a été rejetée par la commission européenne, nous maintenons notre ambition de mener des campagne populaires et des initiatives dirigées et co-élaborées avec les citoyens européens, de nouvelles formes d'implication populaire dans la vie politique. Le PGE exprime son engagement à promouvoir et renforcer les réseaux locaux, nationaux et régionaux de solidarité, comme des outils concrets de survie pour les citoyens appauvris, mais aussi comme des outils pour 560 une nouvelle conscience collective contre l'orthodoxie néolibérale de l'individualisme, du profit et du consumérisme.

2 - De quelles initiatives avons-nous besoin pour mener à bien ce projet de rassemblement ?

565 Le PGE, lors de son IVe congrès décide :

570 d'organiser chaque année un « Forum européen des alternatives », réunissant des forces critiques de gauche politiques, des élus locaux, des mouvements sociaux, des forces syndicales, des intellectuels et des militants associatifs. Ce rendez-vous annuel permettrait au PGE de faire dialoguer l'ensemble de ces forces. L'idée est de créer un espace politique le plus large possible pour approfondir et enrichir les propositions, pour renforcer le poids politique du PGE au niveau européen. Nous envisageons, à l'automne 2014 de tenir une première édition de ce forum, dans le nouveau paysage politique issu des élections européennes.

575 de prévoir tous les ans une campagne populaire autour de propositions alternatives, impliquant les citoyens avec des formes de participation directe (votation citoyenne, referendum local...) de manière à travailler notre visibilité et une conscience européenne sur les enjeux que nous voulons porter.

580 D'organiser quelques évènements politiques dans les régions voisines avec la participation de partis politiques du PGE et des différents pays.